



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE TOULOUSE

CONSTRUCTION DU GRAND HÔPITAL REGIONAL DES ENFANTS (P2032 –
GHRE) – MISSIONS DE BUREAU DE CONTROLE TECHNIQUE ET DE
COORDINATION SPS

LOT 2

MARCHE PUBLIC DE COORDINATION SPS

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – NATURE DU MARCHE ET OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 2 - DECOMPOSITION EN TRANCHE DE LA MISSION :.....	4
ARTICLE 3 - CLAUSES GENERALES.....	4
3.1 EXERCICE DE LA MISSION	5
3.2 RESPONSABILITE TECHNIQUE - QUALIFICATIONS	5
ARTICLE 4 - DUREE DE LA MISSION, PLANNING ET PHASAGE.....	5
ARTICLE 5 - DEFINITION DE LA MISSION.....	6
5.1 AUX PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTIONS	7
5.2 AU COURS DE LA CONCEPTION, DE L'ETUDE ET DE L'ELABORATION DU PROJET :.....	8
5.3 AU COURS DE LA REALISATION DE L'OUVRAGE,	9
5.4 A TENIR COMPTE DES INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES D'EXPLOITATION ENVIRONNANTES	10
5.5 AU COURS DE LA PERIODE DE PARFAIT ACHEVEMENT :	11
ARTICLE 6 - TEXTE REGLEMENTAIRES.....	11
ARTICLE 7 - CONSISTANCE DE LA MISSION, PARTICIPATION REUNIONS ET PRESENCE	11
7.1 DIALOGUE COMPETITIF	11
7.2 CONCEPTION, ELABORATION DU PROJET	12
7.3 PERIODE DE PREPARATION DE CHANTIER	12
7.4 SUIVI DU CHANTIER.....	13
7.5 RECEPTION ET DIUO	13
7.6 LEVEE DES RESERVES	13
ARTICLE 8 – DOCUMENTS ET COMMUNICATION DES DOCUMENTS.....	14
ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION	14
ARTICLE 10 - CONTENU DES DOCUMENTS.....	15
10.1 REGISTRE JOURNAL RJ.	15
10.2 NATURE DU PLAN GENERAL DE COORDINATION P.G.C.S.P.S.	15
10.3 COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (C.I.S.S.C.T.)	17
10.4 PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S)	17
10.5 DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE DE L'OUVRAGE (DIUO)	17
ARTICLE 11 - SYSTEME D'ECHANGE DE DONNEES INFORMATIQUES FINANCIERES (SEDI-F)	18
ARTICLE 12 - SYSTEME D'ECHANGE DE DONNEES INFORMATIQUES (SEDI)	19
ARTICLE 13 – CONDITIONS D'INTERVENTION.....	19

ARTICLE 1 – NATURE DU MARCHE ET OBJET DU MARCHE**Nature du marché :**

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) concerne la mission relative à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé instituée par la loi n° 93.1418 et ses décrets d'application n° 94.1159 et 95.543 pour les phases de conception et de réalisation, relatives à l'opération de bâtiment en 1ère catégorie.

L'opération est lancée en marché global sectoriel (Conception et Réalisation, aménagement, entretien et maintenance), en dialogue compétitif.

Objet de l'opération :

Le projet du CHU de Toulouse prévoit :

En tranche ferme :

- Construction de 2 extensions du bâtiment existant de l'Hôpital des Enfants (HE) qui seront construites pour répondre aux besoins médicaux grandissants et améliorer l'accueil des patients, notamment en pédiatrie, 20 289m² SDO construits en extension (hors circulations générales et locaux techniques).
- Restructuration « lourde » de l'hôpital existant (environ 8 357 m²). Le bâtiment actuel, ouvert en 1997, sera réhabilité pour le rendre conforme aux besoins médicaux actuels et aux nouvelles réglementations techniques. Chacune de ces extensions pourra faire l'objet d'un phasage et d'une réception spécifique.
- Entretien maintenance des parties concourants au clos couvert (façades et toitures) pour une durée de 12 mois à compter de la date de réception et sur la partie neuve du projet.

En tranche optionnelle 1 :

- Une partie de rénovation « légère » de l'hôpital existant ouvert en 1997 (environ 13 339 m²)

Le projet intègre plus particulièrement des activités d'urgences pédiatriques, d'imagerie médicales, de plateau technique (blocs opératoires, neurochirurgie et cardiologie), de soins intensifs et de réanimation, d'un service néonatalogie, de locaux et circulations logistiques ainsi que d'espaces pour le personnel médical.

Il intègre deux extensions :

- Au nord pouvant accueillir les urgences, soins critiques, réanimation, bloc opératoires et imagerie,
- A l'est pouvant être dédié à la réanimation et soins intensifs de néonatalogie ainsi qu'à des fonctions transversales (tertiaires, fonction support).

Le bâtiment existant sera réhabilité pour accueillir les soins critiques, le plateau ambulatoire médical et les hospitalisations conventionnelles.

Une attention particulière sera portée au phasage des travaux qui permettra de maintenir les services en fonctionnement, l'organisation des flux (patients, personnels, logistiques) et minimiser les coupures d'alimentation. Le service de néonatalogie sera une priorité pour la livraison.

Le projet prévoit des sujétions techniques particulières, notamment :

- La construction des places de parking sous l'extension nord.
- Des modifications de voirie, créations d'espace vert et d'agrément, facilité de parcours des usagers.
- Le raccordement aux organes de production existants (chaleur, fluides méd., boucle HT, ...),

- L'amélioration des flux logistiques et l'intégration des circuits logistiques automatisés
- La création d'une passerelle de liaison.

Le projet devra intégrer une dimension environnementale forte, notamment :

- La réalisation d'un chantier à faible impact environnemental, incluant la possibilité de réutilisation des matériaux issus des travaux de restructuration
- Par la performance énergétique des bâtiments et la gestion des consommations,
- Le confort thermique et acoustique.

A titre indicatif, la surface dans œuvre (SDO) des bâtiments du projet représente environ :

- 20 289m² SDO construits en extension (hors circulations générales et locaux techniques)
- 21 698m² SDO restructurés sur le bâtiment existant soit la totalité des niveaux RDC au R+3 et 159m² SDO au sous-sol

Lieu d'exécution de la mission :

Adresse du site : Place du Docteur Baylac - TSA 40031 - 31059 Toulouse cedex 9

Code NUTS : FRJ23

Article 2 - Décomposition en Tranche de la mission :

En tranche ferme :

Etudes et réalisation des travaux

- Construction de 2 extensions du bâtiment existant de l'Hôpital des Enfants (HE) qui seront construites pour répondre aux besoins médicaux grandissants et améliorer l'accueil des patients, notamment en pédiatrie, 20 289m² SDO construits en extension (hors circulations générales et locaux techniques).
- Restructuration « lourde » de l'hôpital existant (environ 8 357 m²). Le bâtiment actuel, ouvert en 1997, sera réhabilité pour le rendre conforme aux besoins médicaux actuels et aux nouvelles réglementations techniques. Chacune de ces extensions pourra faire l'objet d'un phasage et d'une réception spécifique.

Etudes jusqu'au dépôt des autorisations administratives :

- Une partie de rénovation « légère » de l'hôpital existant ouvert en 1997 (environ 13 339 m²)

Tranche optionnelle n°1 :

Réalisation des travaux

- Une partie de rénovation « légère » de l'hôpital existant ouvert en 1997 (environ 13 339 m²)

La modalité d'affermissement de la tranche optionnelle N°1 est définie au CCAP. La mission concerne le périmètre détaillé figure aux différents tomes du programme de l'opération qui font partie du présent contrat.

ARTICLE 3 - CLAUSES GENERALES

Le présent marché est soumis au code de la commande publique de 2018 entré en vigueur le 1er avril 2019.

A l'appui de sa proposition, chaque candidat doit préciser la composition de l'équipe mise en place, ainsi que les moyens et la méthodologie prévus pour assurer cette mission

3.1 Exercice de la mission

Dès notification de son marché, le coordonnateur désigne **une personne physique qui le représente vis-à-vis du maître d'ouvrage pour tout ce qui concerne son exécution, ainsi qu'un suppléant disposant du même niveau de qualification**, en cas d'absence. A défaut d'une telle désignation, le signataire du présent marché sera reconnu comme seul compétent pour émettre des avis et traiter avec le Maître de l'Ouvrage.

L'action du titulaire ne devra gêner en aucune manière le calendrier d'exécution des études et travaux.

Les parties et sous-parties technique de la mission sont définies et détaillées au CCAP.

3.2 Responsabilité technique - qualifications

Il est précisé que l'intervention du coordonnateur ne modifiera ni la nature ni l'étendue des responsabilités incombant à chacun des participants à l'opération en application des autres dispositions du Code du Travail. Les responsabilités inhérentes au coordonnateur au titre de la présente mission sont définies par Décret. Le coordonnateur doit obligatoirement détenir la compétence de Coordonnateur de Sécurité et Protection Santé telle que prévue aux articles R.238-10 à 15 du Code du Travail et avoir suivi toute formation d'actualisation nécessaire. L'attestation de compétence et son éventuelle actualisation devront être délivrées par un organisme agréé.

Conformément à la réglementation en vigueur, le coordonnateur est suppléé dans ses missions, par un coordonnateur de niveau équivalent.

Le coordonnateur devra justifier d'une **compétence de mission niveau 1 et expérience professionnelle de 8 ans minimum**, en matière de contrôle des travaux ou de maîtrise de chantier, ou de fonction de coordonnateur ou d'agent en matière de sécurité et de l'attestation de formation CSPS **de niveau 1**.

ARTICLE 4 - DUREE DE LA MISSION, PLANNING ET PHASAGE

La mission du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé commence dès la notification de son marché.

La mission prendra fin à la date de levée de la dernière réserve postérieurement à la réception des ouvrages et validation de l'ensemble des DIUO établis par le CSPS.

Toutefois, le délai peut éventuellement être prolongé, par vacations, jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement, pour des travaux imprévisibles qui nécessiteraient des dispositions particulières. Ces vacations seraient rémunérées par le Maître d'Ouvrage selon les modalités prévues à l'Acte d'Engagement.

Le planning prévisionnel de l'opération est indiqué au CCAP.

Ce calendrier reste un planning enveloppe, qui pourra évoluer selon le projet retenu à l'issue du dialogue compétitif. Le présent marché pourra être adapté par avenant notamment selon la durée réelle des travaux pour la partie de mission de suivi des travaux et selon l'affermissement ou non des tranches optionnelles.

Phase dialogue compétitif : voir CCAP

Phase conception : voir CCAP

Phase réalisation : voir CCAP

Les travaux seront réalisés dans un contexte urbain et comprend un phasage des travaux pour la construction et réhabilitation de l'Hôpital des Enfants. Le CSPS doit s'assurer de l'application stricte des dispositions en matière de sécurité et de protection de la santé, notamment vis-à-vis des zones restant en exploitation.

Les rapports et documents établis par le CSPS devront être fournis dans les délais ci-après :

- Rapport d'analyse des projets en phase de dialogue : rapport à remettre sous **15 jours calendaires** à compter de la date de réception des projets pour les projets initiaux (1^{er} tour), puis **12 jours calendaires** à compter de la date de réception des projets pour les autres tours de dialogue.
- **AVIS lors de mises au point du marché**, il donnera, autant que nécessaire, ses avis sur les modifications qui seraient portées et sur les variantes qui seraient étudiées : AVIS à remettre sous **5 jours calendaires** à compter de la demande du Maître d'Ouvrage ou de l'AMO.
- Contrôle des documents de conception (APD et PRO): rapport à remettre sous **15 jours calendaires** à compter de la date de réception des documents d'études.
- **Analyse du dossier Permis de Construire et/ou de démolir et modificatifs, et autres autorisations réglementaires** (radioprotection, le dossier ICPE, le dossier Loi sur l'eau, l'étude d'impact) et attestation notamment en application du R.431-16 du code de l'urbanisme : à remettre sous **15 jours calendaires** à compter de la date de réception du(es) dossier(s) considéré(s).
- Etablissement du PGC et du règlement de CISSCT : document à remettre sous **20 jours calendaires** à compter de la réception des éléments du Groupement MGS.
- Contrôle des documents d'exécution et PPSPS : rapport à remettre sous **5 jours calendaires** à compter de la réception des documents.
- **Contrôle sur le chantier de la réalisation des ouvrages et des équipements :**
 - **Fiche/rapport** à remettre sous **2 jours calendaires** à compter de la date de visite.
 - Pour les **questions de sécurité réglementaire** posées en réunion et sur le compte-rendu de chantier : réponse à fournir sous **3 jours calendaires** à compter de la date de réception du compte-rendu de chantier ou de la demande du maître d'ouvrage ou son représentant.
- Avis sur les Fiches de Travaux Modificatifs : avis à transmettre sous **10 jours calendaires** à compter de la réception de la fiche.
- réalisation du DIUO : dossier à remettre sous **20 jours calendaires** à compter de la réception des DOE.

ARTICLE 5 - DEFINITION DE LA MISSION

La mission du coordonnateur sera conforme à celle décrite dans le décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003.

L'opération sur laquelle porte la mission du coordonnateur est une opération de 1^{ère} catégorie au sens de l'Article R4532-1 du Code du Travail, pour lequel le niveau 1 de compétence du coordonnateur est requis.

La volonté du Maître d'Ouvrage est d'ambitionner une mission de CSPS « PROACTIVE », avec une attitude anticipative, où le coordinateur propose des initiatives pour anticiper, prévenir ou résoudre des problèmes avant qu'ils ne surviennent dans les choix techniques et architecturaux, tant en études qu'en réalisation. Ceci implique également agir de manière préventive, identifier des opportunités d'amélioration et planifier des mesures de prévention plutôt que de simplement réagir aux événements., contribuant ainsi à une meilleure gestion des risques et à l'amélioration continue des processus.

Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé intervient sous la responsabilité du Maître de l'Ouvrage. Sa mission consiste notamment :

5.1 Aux principes généraux de préventions

Le CSPS doit s'assurer que les principes généraux de préventions définis aux articles L.4121-1 à L.4121-5 de la loi n°2006-686 du 13 juin 2006 sont effectivement mis en œuvre :

La mission de coordination sécurité protection santé vise à prendre en compte la gestion de la co-activité entre l'établissement en exploitation, les entreprises réalisant les travaux, les différents équipementiers de locaux spécifiques et transporteurs pendant l'exécution des marchés de travaux, afférents à la mission.

Pendant ces travaux, l'ensemble des installations techniques et équipements des bâtiments en activité du site devra rester en fonctionnement.

La mission du coordonnateur SPS est de prévenir, tout au long de l'opération, les risques résultant des interventions simultanées ou successives des diverses entreprises, équipes et chantiers.

Dans ce contexte, il est amené à effectuer les actions suivantes :

- il analyse les risques inhérents à chacune des situations de travail,
- il analyse :
 - o Les risques liés au site
 - o Les risques liés aux interdépendances des co-activités de l'hôpital
 - o Les risques propres à l'activité envisagée,
 - o Les risques liés aux interventions ultérieures sur l'ouvrage,
 - o Les risques importés et exportés liés à la co-activité des entreprises du BTP,
- il examine les périodes de coactivité prévues par le planning,
- il évalue les risques résultant de cette coactivité,
- il propose des mesures de prévention, dont il contrôle la mise en œuvre,
- il fait respecter l'application des Principe Généraux de Prévention (PGP) et en contrôle la mise en œuvre.

Au cours de cette analyse, il doit également :

- d'une part détecter la présence éventuelle d'un ou plusieurs risques particuliers définis par l'arrêté du 25/02/2003 (L4532-8) et le décret du 8 janvier 1965 modifié,
- d'autre part être capable d'appréhender les risques de maladies professionnelles et de décrire des mesures préventives.

Il est à noter que les analyses et avis sur les dossiers de conception, doivent se faire notamment avec une lecture Code du Travail-Hygiène et protection de la Santé des Travailleurs / Maintenableté des ouvrages et équipements techniques.

Une vigilance toute particulière sera consacrée à la prévention et au contrôle des moyens prévus et à prévoir, mis en place et maintenus vis-à-vis des utilisateurs et des activités de l'hôpital maintenu en exploitation 24h/24h.

Tout au long de l'opération, il doit adapter son action à la réalité du chantier.

Le coordonnateur SPS prend en charge, dans sa mission, l'organisation et la gestion des risques de l'opération engagée par le CHU. Ainsi, le périmètre de sa mission ne se limite pas à l'enceinte close et indépendante du chantier, mais comprend également l'ensemble des opérations, activités, déplacements, et travaux, en rapport avec la présente opération et devant être réalisés sur le site du CHU ou à proximité immédiate.

Pour ces interventions, et dans le cas où cela s'avérerait nécessaire, un plan de prévention et une autorisation de travail seront rédigés par le CSPS, en relation avec le CHU. Le CSPS devra en contrôler l'application et le respect par les entreprises intervenantes.

5.2 Au cours de la conception, de l'étude et de l'élaboration du projet :

- A analyser les projets des 3 Groupements MGS sur les aspects sécurité et protection de la santé, en phase de dialogue compétitif (avis à donner à chaque tour de dialogue, soit 3 phases de dialogue dont offre finale, pour les 3 candidats), puis donner son avis lors de la mise au point APS+;
- A rédiger le rapport d'analyse des risques qu'il mettra à jour au fur et à mesure de l'avancée des études;
- A initier le Dossier d'Intervention Ulérieure sur Ouvrage (DIUO)* en préconisant les documents à fournir par le groupement MGS pour le compléter (notamment dans le cadre des dossiers DOE et DEM et plan de formatiDéclon des utilisateurs-exploitants-mainteneurs) ;
* tant en APD, PRO, le coordonnateur veillera à préparer le futur DIUO et l'utilisation-maintenance-exploitation de l'ouvrage en ayant une double analyse des documents : Code du Travail- Hygiène et protection de la Santé des Travailleurs / Maintenabilité des ouvrages et équipements techniques
- A rédiger pour le compte du maître d'ouvrage la déclaration préalable définie à l'article L4532-1du Code du Travail et à la mettre à jour si besoin ;
- A ouvrir, dès l'attribution de la mission, le registre-journal de coordination qui sera tenu à jour selon les prescriptions des articles R4532-38 à R4532-41du Code du Travail ;
- A élaborer les documents figurant au 2° de l'article R. 238. 18 du décret n° 2003-68: plan général de coordination, dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage, registre - journal de la coordination, et à les tenir à jour.
- Le registre-journal de coordination est tenu à jour selon les prescriptions des articles R4532-38 et R4532-39 du Code du travail.
- A proposer un cadre-type de Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé (PPSPS) ;
- A établir et diffuser le **PGCSPS**, le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé **afin de l'inclure dans les pièces contractuelles du Groupement MGS**; ce document sera établi et mis à jour en coordination avec le Groupement MGS (voir détail article 8.2).
- à constituer et présider le collège inter-entreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.C.T.) (voir détail article 8.3).
- A intervenir dans la phase de conception afin de définir avec le Groupement MGS, les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des clôtures de chantier, des appareils de levage, des accès provisoires, des installations de chantier, des installations électriques ;
- A valider en phase conception les dispositifs liés à la sécurité dans toutes les phases de travaux et pour chaque zone de travaux. Le phasage des travaux, et les méthodologies des travaux dangereux (dévoiements de réseaux électriques existants, travaux à proximité de voies publiques, désamiantage si découverte d'amiante en cours de chantier) seront particulièrement à contrôler. Le CSPS donne notamment son avis sur le plan d'installation de chantier proposé par le Groupement MGS.

- A prendre en considération les exigences et recommandations du CCLIN ou autre entité du CHU Toulouse relative à la sécurité des personnes dans les services de soins en fonctionnement autour des travaux.
- A préparer la déclaration préalable de travaux qui sera envoyée par le Maître d'Ouvrage aux différents organismes compétents.
- A participer aux éventuelles réunions préparatoires au chantier avec les organismes de prévention (DREETS, CARSAT, OPPBTP....)

5.3 Au cours de la réalisation de l'ouvrage,

- A organiser entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ; à cet effet, il doit notamment procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ; cette inspection commune a lieu avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger.
- En cas d'entreprise sous-traitante ou autres intervenant non sous-traitant, le CSPS est informé de l'agrément du sous-traitant et/ou autre intervenant non sous-traitant par le Maître d'ouvrage. Si une entreprise sous-traitante autre intervenant non sous-traitant n'a pas encore été agréée par le Maître d'ouvrage elle n'a pas à intervenir sur le chantier et le CSPS doit informer le Maître d'ouvrage immédiatement de sa présence sur le site.
- A veiller à l'application des mesures de coordination et des procédures de travail qui ont été élaborées.
- A prendre en considération les exigences et recommandations du CCLIN ou autre entité du CHU Toulouse relative à la sécurité des personnes dans les services de soins en fonctionnement autour des travaux.
- A tenir à jour et à adapter le plan général de coordination (PGC) et à veiller à son application.
- A pointer les documents remis (DOE, DEM et formations délivrées utilisateur, exploitant, mainteneur), à faire les demandes et relances complémentaires nécessaires afin de constituer le DIUO et valider que les éléments remis par le groupement répondent à la problématique Code du Travail-maintenance-exploitation.
- Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGCSPPS en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention dans le RJC. Il communique au fur et à mesure ces modifications aux titulaires des marchés de travaux
- A compléter et à faire viser le RJC. Dès compléments ou modifications du RJC, une copie est immédiatement transmise par le coordonnateur SPS au maître d'ouvrage, à l'AMO et au Groupement MGS. Le contenu attendu du RJC est décrit dans le chapitre 7.1

- A participer à toutes les réunions et visites de chantier nécessaires pour assurer sa mission, et notamment celles organisées par groupement MGS, l'AMO ou le maître d'ouvrage.
- Lors des phases de conception et de réalisation il devra également donner son avis et faire ses éventuelles observations, en rapport avec ses missions sur les Fiches de Modifications de Travaux (fiche FTM), afin d'aider la décision du maître d'ouvrage.
- Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage est établi par le coordonnateur et placé sous sa responsabilité. Il le transmet au Maître de l'Ouvrage dans les conditions des articles R. 238-38 et R. 239.39 du décret . Il le complète en tant que de besoin.

5.4 A tenir compte des interférences avec les activités d'exploitation environnantes

Le CSPS doit tenir compte des interférences avec les activités d'exploitation environnantes à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier conformément au 4°, a) et b) de l'article R. 238-18 du décret 2003-68 cité plus haut, ainsi que les autres travaux prévus en toute proximité du chantier. Cela comprend :

- A Procéder en présence ou pas du Maître de l'Ouvrage ou ses représentants, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels. A faire pour chaque phase de travaux, même provisoire.
- A communiquer aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le Maître de l'Ouvrage et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.
- A valider le plan d'installation de chantier pour chaque phase et zone de travaux vis-à-vis de l'hygiène et de la sécurité.
- A prendre les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier,
- A analyser,harmoniser et viser les plans particuliers de sécurité et de santé élaborés et soumis aux prescriptions du décret 2003-68 du 24 janvier 2003, lorsqu'ils existent, et à en aviser le maitre d'œuvre.
- A coordonner les interférences avec les activités d'exploitation du site et les travaux en toute proximité du chantier. Il devra prendre en compte notamment les travaux de la **passerelle piéton surplombant le réseau de TRAM TISSEO et du Réseau de bouclage électrique** qui seront réalisés en partie dans l'enceinte du chantier.
- A tenir compte des **interférences et interfaces tant internes qu'externes au chantier à l'intérieur ou à proximité** duquel est implanté le chantier conformément à l'article R4532-14 du Code du Travail.
- A participer à l'analyse de variantes et modifications opératoires proposées par les groupements MGS ou par le Maître d'ouvrage;

- A participer et à animer les réunions en matière de sécurité et de protection de la santé - A assurer la rédaction et la diffusion des comptes-rendus correspondants.

Le Maître de l'Ouvrage prendra les dispositions prévues au décret sur la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé concernant la voie d'accès au chantier. Le coordonnateur assistera le Maître de l'Ouvrage pour la définition des prestations à réaliser et vérifiera que l'ensemble des prescriptions ont bien été respectées, et prises en compte par les entreprises.

5.5 Au cours de la période de parfait achèvement :

Le coordonnateur aura :

- A continuer à présider le CISSCT le cas échéant,
- A compléter le DIUO en fonction des documents remis après la réception,
- A examiner et émettre un avis pour les interventions durant l'année de parfait achèvement avec les corrections éventuelles au DIUO.
- A continuer à intervenir pour les travaux à terminer ou reprendre, en intégrant l'activité de l'établissement et en mettant à jour en conséquence le PGC, sur un forfait de vacation prévu dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 6 - TEXTE REGLEMENTAIRES

Le titulaire devra respecter l'ensemble des réglementations et normes afférentes, parues et à paraître. Il devra notamment respecter le code du travail, le code de la construction, le code de la santé publique, ainsi que tous les codes, textes réglementaires, normes et documents techniques traitant de la sécurité et de la protection de la santé.

Il devra prendre en compte également :

- Les différentes recommandations et prescriptions des organismes de prévention : CARSAT, DREETS, O.P.P.B.T.P., etc
- Les règlements spécifiques à l'amiante en cas de découverte d'amiante sur des réseaux ou ouvrages enterrés.

ARTICLE 7 - CONSISTANCE DE LA MISSION, PARTICIPATION REUNIONS ET PRESENCE

7.1 Dialogue compétitif

Une réunion de lancement sera organisée au début de l'exécution du marché. Cette réunion rassemblera les différents acteurs de l'opération connus à cette phase (le MOA, l'AMO, le coordonnateur S.P.S., le contrôleur technique).

Le coordonnateur participera aux réunions organisées par le Maître d'Ouvrage ou l'AMO lors de la phase du dialogue compétitif et notamment aux réunions de la commission technique (). Il fournira un rapport d'analyse sur chacun des 3 projets pour chaque tour de dialogue.(2 tours de dialogue et une proposition finale)

Le coordonnateur participera notamment lors de la phase du dialogue compétitif aux réunions suivantes :

- Réunions de la commission technique (prévoir 3 réunions de commission techniques minimum, soit une par tour de dialogue ESQ+ APS- APS+) Prévoir 4h par réunion au minimum

- Réunions de dialogues avec les 3 candidats (prévoir 3 réunions de commission techniques minimum, soit une par tour de dialogue ESQ+ APS-) Prévoir 4h par réunion au minimum
- Aux réunions de mise au point du marché (prévoir 2 x 2 heures au minimum)

Le titulaire participera, sur invitation du Maître de l'Ouvrage ou de son représentant, aux réunions des commissions et sous-commissions dans le cadre des instructions des demandes d'autorisations de l'opération, notamment pour les permis de construire, le dossier ICPE, le dossier Loi sur l'eau, l'étude d'impact. Elles sont estimées au nombre de 2 réunions par typologie de dossier (2x 4heures)

7.2 Conception, élaboration du projet

Le coordonnateur participera selon besoin aux réunions organisées par le Maître d'Ouvrage ou l'AMO quant à la conception et à l'élaboration du projet. Le Maître de l'Ouvrage lui transmettra toutes les études réalisées par le Concepteur intéressant sa mission dans un délai compatible avec l'accomplissement de celle-ci. Le coordonnateur établit un rapport d'analyse sur le dossier remis par le Concepteur, à l'issue de chaque phase d'étude (Mise au point APS+, APD et PRO).

Le coordonnateur fournit au Concepteur (copie au maître de l'ouvrage et AMO) la totalité des documents techniques (notes écrites, plans,...) relatifs à sa mission.

Le coordonnateur prépare la déclaration préalable, pour envoi par le maître d'ouvrage aux organismes compétents au stade du PC. Le contrôleur technique assistera :

Le coordonnateur participera **au minimum** lors de la phase des études aux réunions suivantes :

- Mise au point APS+
 - 1 réunion intermédiaire générale ou spécifique CSPS
 - 1 réunion intermédiaire technique
- Réunions de travail **par phase APD et PRO** avec le Groupement :
 - 1 réunion démarrage de la phase
 - 1 réunion intermédiaire générale ou spécifique CSPS
 - 1 réunion intermédiaire technique
 - 1 réunion restitution des études du groupement MGS
 - 1 réunions concertation et restitution avec équipes techniques CHU
 - 1 réunions de travail avec la commission technique
 - 1 réunion de validation rapport lors d'un COPIL ou assimilé
 - 1 réunion de présentation du rapport CSPS au MGS
- Réunions mensuelles avec le Maître d'ouvrage (COPIL) durant les études (2 heures)
- 1 réunion par phase d'étude avec la CARSAT, DREETS, O.P.P.B.T.P., etc

Précision à la durée de réunion demandé : par réunion, le titulaire devra assurer sa présence d'une durée minimum de 2 heures hors temps de déplacement (sauf si durée différente précisée)

7.3 Période de préparation de chantier

Pendant la période de préparation du chantier, le coordonnateur convoque toutes les entreprises à une première réunion au cours de laquelle il explique à tous les intervenants comment se conformer à l'application du décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003.

Il les assiste pour l'élaboration du plan particulier de sécurité et de santé et organise des entrevues avec les entrepreneurs afin de vérifier l'avancement de leur travail.

Le coordonnateur valide le plan d'installation de chantier pour chaque phase de travaux.

7.4 Suivi du chantier

Le coordonnateur assistera au minimum aux réunions suivantes :

- Aux rendez-vous de chantier : (minimum 1 heure)
 - A chaque réunion durant les phases de construction des extensions (Tranche Ferme) sur la durée de cette partie de travaux
 - A chaque réunion durant les phases de restructurations lourdes (Tranche Ferme)
 - A chaque réunion durant les phases de restructurations légères (Tranche Optionnelle)
- Aux réunions mensuelles dites "de Maîtrise d'Ouvrage" (COPIL)
- Aux rendez-vous particuliers en dehors des rendez-vous de chantier hebdomadaires afin d'assurer des compléments de mise au point qui peuvent s'avérer nécessaires,
 - Sur une base d'1 réunion mensuelle durant les travaux (Tranche ferme et optionnelle)
- **A 1 à 2 visites hebdomadaires minimum (minimum 1 heure) hors réunions programmées**, afin de s'assurer du respect des dispositions arrêtées lors de l'établissement des documents de base ou lors des rendez-vous tant hebdomadaires que particuliers. La fréquence de ces visites de chantier sera à adapter selon la phase de chantier et les risques. Elle pourra notamment être réduite lors de la phase de préparation de chantier. Ces visites devront aussi permettre de communiquer les attendues du CSPS aux acteurs du chantier.
- Aux visites de chantier **de nuit** pour les travaux de la passerelle surplombant le Tram
- Aux contrôles du coordinateur pour les travaux nécessitant une intervention en période **nocturne** (Montage de grues, enrobés, livraison importantes, etc.).

Tous ses avis, préconisations et observations devront être consignés et transmis au Maître d'Ouvrage, AMO, Groupement MGS et aux entreprises concernées dans les 24h.

En totalisant les différents présences actives aux réunions pour l'exécution des travaux : le coordonnateur sera présent au minimum 1 à 1.5 jours ou 2 à 3 demi journée par semaine. En fonction de l'activité, il sera assisté sur place du deuxième coordonnateur de niveau 1 sur place.

Précision à la durée de réunion demandé : par réunion, le titulaire devra assurer sa présence d'une durée minimum de 2 à 4 heures hors temps de déplacement (sauf si durée différente précisée)

7.5 Réception et DIUO

Le coordonnateur réalisera une visite exhaustive des ouvrages pour chaque phase concernée, et notamment du bâtiment en fin de chantier, lors de la phase des Opérations Préalables à la Réception, afin de vérifier la bonne exécution des travaux dans le respect de la réglementation vis-à-vis de la sécurité, de l'hygiène et la santé des personnes. Ces éventuelles observations seront formalisées par un rapport de visite remis au maître d'ouvrage et son représentant afin de les inclure aux réserves d'OPR.

Le coordonnateur réalisera son DIUO après remise des DOE par les entreprises.

7.6 Levée des réserves

Le coordonnateur assurera sa mission de coordination et de vérification des dispositions de sécurité et de protection de la santé durant la phase de levée des réserves (jusqu'à la levée de la dernière réserve).

ARTICLE 8 – Documents et Communication des documents

Tout au long de sa mission en phase travaux, il produira une **note de conjoncture mensuelle / rapport mensuel** pour chaque COPIL mensuel reprenant :

- une synthèse des avis donnés et réponses apportées,
- une synthèse des événements du dernier mois passés (liste des incidents, accidents ou presque accident, process de résolution, suites à donner, etc)
- les remarques restant à ce jour sans réponses ou des problèmes restant en suspend,
- toutes remarques et conseils pour la suite du projet, dont le mois à venir

En toute phase, le coordonnateur adressera ses avis et rapports aux destinataires suivants en format dématérialisé :

- 1 rapport ou avis au maître d'ouvrage ;
- 2 rapports à l'AMO
- 1 rapport à l'OPC
- 1 rapport au mandataire du groupement retenu en Conception Réalisation ;
- 1 rapport au maître d'œuvre du groupement ;
- Sur le SEDI ou GED ou similaire (logiciel de gestion des documents), et/ou utiliser le logiciel pour indiquer le dépôt d'un avis avec ou sans observation

En phases chantier et suivantes, le coordonnateur adressera ses rapports et avis à tout autre intervenant les nécessitant.

ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION

- Le coordonnateur recueillera auprès du Maître de l'Ouvrage et des autres participants, toutes les informations pouvant avoir une influence, soit sur le déroulement des études et des travaux, soit sur le montage général de l'opération. Une démarche BIM est prévue pour cette opération. Les Groupements MGS vont pouvoir transmettre la maquette BIM de leur projet dès la phase de dialogue compétitif (sans que cela soit imposé). En phase de dialogue compétitif, les maquettes BIM des candidats seront visualisables sur la plateforme, mise à disposition par le groupement. Il ne sera pas imposé de transmettre les avis de CSPS sur la base de la maquette BIM
- Un système d'Echange des Données Informatique (SEDI) de l'opération sera mis en place par le Groupement MGS : l'ensemble des documents produits par le CSPS devra être déposé sur ce système à partir de la notification du marché. Tous les compte-rendus de visite, avis, et rapport seront numérotés suivant une série unique et continue et feront apparaître les références précises des documents ainsi que leur indice et date de rédaction
- Il est convenu que la transmission des renseignements, documents et livrables se fait par courriel (plans, lettres, notes, RJ, avis, rapports, comptes-rendus, PGCSPPS et DIUO) et par le Système d'Echange de Données Informatique (SEDI).
- Si le coordonnateur n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au maître d'ouvrage et/ou l'AMO.
- Les avis donnés au fur et à mesure de l'exécution sont signés ou contresignés par le coordonnateur, personne physique désignée à cet effet.

- Le maître d'ouvrage prendra les dispositions nécessaires pour :
 - ◆ Informer, dès l'origine de l'intervention du coordonnateur, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat,
 - ◆ Donner au coordonnateur copie du permis de construire et autres autorisations
- Le coordonnateur adressera ses rapports au Maître de l'Ouvrage, à l'AMO, au Groupement MGS, au Contrôleur Technique, aux Entreprises et Organismes compétents.
- Au cas où un désaccord apparaîtrait entre le coordonnateur et une Entreprise ou le Groupement MGS, en particulier dans la mise en place des mesures de sécurité et de protection de la santé collectives, une réunion de mise au point **à l'initiative du Coordonateur CSPS** aura lieu en présence du Maître de l'Ouvrage et/ou de l'AMO qui devront arbitrer le litige si une entente ne peut intervenir. En cas de besoin, l'AMO du Maître de l'Ouvrage convoquera les parties concernées, sur demande du CSPS.

ARTICLE 10 - CONTENU DES DOCUMENTS

10.1 Registre Journal RJ.

Le coordonnateur met en place un registre-journal de la coordination dans lequel il consigne au fur et à mesure le déroulement de l'opération :

- Les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières, qu'il fait viser par les entreprises concernées.
- Les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au Maître de l'Ouvrage, au maître d'oeuvre, aux entreprises ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leur réponse éventuelle.
- Dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux ; cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour.
- Le procès-verbal de passation de consignes avec le coordonnateur appelé éventuellement à lui succéder.
- Il présente le registre-journal, sur leur demande, au Maître d'ouvrage, à son représentant, à l'inspecteur du travail ou son représentant habilité, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et au représentant du chef du service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels et le cas échéant, aux membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail. Le registre-journal est conservé par le coordonnateur jusqu'à la fin de la levée des réserves postérieurement à la date de réception de l'ouvrage. Il sera alors remis au Maître de l'Ouvrage.

10.2 Nature du plan général de coordination P.G.C.S.P.S.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sera à réaliser durant la **phase de dialogue**, il sera intégré aux documents contractuels constituant le marché du Groupement MGS.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est un document écrit qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises, des différents intervenants sur le chantier, et pour toutes les phases et sous-phases de travaux.

Il sera à **composer par le coordonateur, puis partagé et mis en œuvre avec le Groupement MGS.**

Il comporte notamment :

- 1 - Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.
- 2 - Les mesures d'organisation générale du chantier établies en concertation avec le maître d'ouvrage et ses services dédiés, ainsi que l'AMO.
- 3 - Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent, concernant notamment :
 - a) Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales,
 - b) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles,
 - c) La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses,
 - d) Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres,
 - e) Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés,
 - f) L'utilisation des protections collectives, des clôtures de chantier, des accès provisoires et de l'installation électrique générale,
 - g) Les mesures prises en matière **d'interactions sur le site, et notamment en lien avec les autres chantiers à proximité ou connexe (passerelle Tram, etc)**
 - h) les installations de la base vie (vestiaires, sanitaires, salle de réunion, bureaux....)
 - i) le phasage des travaux
 - j) Les **flux des personnels et patients et visiteurs en interfaces avec les travaux** à valider obligatoirement par le CSPS avec le maître d'ouvrage et ses services, ainsi que l'AMO.
 - k) les **points de vigilances accrus & particuliers pour le service de néonatalogie** en terme de gestion d'accès, des perturbations à limiter et de sécurité des personnes
 - l) les points de **vigilance accrus** pour tout **sujet d'hygiène des travaux à proximité des services de soins en fonctionnement**
 - m) les points de **vigilance accrus** fixés par le **CCLIN ou autre service du CHU Toulouse**
- 4 - Les sujétions découlant des interférences, avec les activités à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.
- 5 - Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment pour le personnel du chantier (conformité aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de sécurité, de santé et de conditions de travail).
- 6 - Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnes ainsi que des mesures communes d'organisation prises en la matière.
- 7 - Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants. En outre, le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé rappelle le cas échéant, la mission du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.

- 8 - Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, tenu à jour par le coordinateur pendant toute la durée du chantier, est remis au Maître de l'Ouvrage dans les mêmes conditions que celles afférentes au registre-journal de la coordination.

10.3 Collège interentreprises de sécurité de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T.)

Le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé élabore le projet de règlement du C.I.S.S.C.T., et le transmet en phase PRO.

Le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé propose au Maître de l'Ouvrage **la constitution du C.I.S.S.C.T. dans les 15 jours calendaires** qui suivent le début de la période de préparation des travaux ainsi que toutes modifications ultérieures.

Le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé assure la présidence et le fonctionnement du C.I.S.S.C.T. conformément aux dispositions du code du travail.

Le coordonnateur transmet le règlement, dès son adoption, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé, au comité régional de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (O.P.P.B.T.P.) et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels.

Le procès-verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le règlement du collège est joint à cette transmission. Ce procès-verbal mentionne les résultats du vote de cette adoption.

Le coordonnateur assure l'envoi des procès-verbaux des réunions du collège, dans un délai de trois jours aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travaux ou, à défaut, aux délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier.

Le coordonnateur est tenu de répondre par écrit aux observations qui peuvent lui être formulées par les comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, par le délégué du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier, suivant les modalités fixées par le règlement du collège.

10.4 Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S)

Le coordonnateur examine, analyse, vérifie chaque plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Il est tenu de communiquer à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur un chantier soumis à l'obligation de plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des entrepreneurs contractants et de transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les autres entrepreneurs.

En outre, le coordonnateur communique obligatoirement aux autres entrepreneurs les plans particuliers de sécurité et de santé des entrepreneurs chargés du gros-oeuvre et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L.235-6 et L4532-8 du Code du Travail ainsi que l'arrêté du 25 février 2003.

10.5 Dossier d'intervention ultérieure de l'ouvrage (DIUO)

Le cadre du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO) est défini à l'article R.4532-95 à 98 du code du travail. Le DIUO élaboré par le coordonnateur SPS rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la

prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Le coordonnateur établit le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage prévu à l'article L.235-15 du Code du Travail/ L4532-16 et L4532-18 en rassemblant sous bordereau tous les documents, tels que les plans et notes techniques, les notices de maintenance, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage est remis par le coordonnateur SPS au Maître de l'Ouvrage, après la réception de l'ouvrage. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

Le DIUO doit à minima contenir :

- Une présentation générale de l'ouvrage et des conditions de sa réalisation ;
- La liste de tous les intervenants de l'opération ;
- Le dossier de maintenance ;
- Les fiches d'intervention ultérieure avec les risques liés aux accès sur le lieu d'intervention et les risques liés à l'intervention elle-même. A ces documents seront joints les extraits du DOE, photos in situ, les notices et les plans ou schémas utiles à la réalisation de l'intervention. Ces derniers éléments devront être parfaitement référencés.

NB : Que ce soit pour le PGC, le RJC ou pour le DIUO, aucun document type ne sera accepté. Chaque mission fait l'objet de l'établissement de documents spécifiques à la mission et aux caractéristiques de la présente opération.

Ainsi, avant tous envois aux entreprises, comme aux organismes de contrôles ou de prévention, chaque document établi par le CSPS devra être vérifié et validé par le maître d'ouvrage et/ou l'AMO. Ces documents seront retravaillés par le CSPS autant de fois que nécessaire avant validation du maître d'ouvrage. Cela prévaut notamment pour le PGC, qui est le document de référence, mais également pour les autres documents spécifiques (déclaration préalable, DIUO...).

ARTICLE 11 - Système d'Echange de Données Informatiques FINANCIERES (SEDI-F)

Un Système d'Echange de Données Informatiques Financières (SEDI-F) sera mis en place pour la Tranche Ferme et optionnelle par le groupement MGS.

Ce service accessible via Internet sera exploité par le groupement et ses cotraitants, le coordonnateur, l'AMO, le Maître d'ouvrage, le Comptable Public, et le cas échéant tout autre intervenant sur le projet qui le nécessiterait.

Pour accéder à ce service, le titulaire devra disposer d'un ordinateur ayant accès à Internet. Au démarrage de sa mission, il sera convié à une séance de formation au cours de laquelle lui sera remis son code d'accès.

Le titulaire sera informé des conditions générales d'utilisation du service électronique qui sera choisi.

La plateforme d'Echange de Données Informatiques Financières pourra notamment être utilisée pour :

- L'échange d'information par intégration des notes d'honoraires des prestations du et par le titulaire jusqu'à la dématérialisation des pièces justificatives liées au mandat en direction du Comptable Public.

L'intégration des données constitutives du marché du titulaire, de ses missions, du DPGF détaillé du marché CSPS ainsi que pour tout sous-traitant/partenaire ou note d'honoraires dans le logiciel de SEDI-F sera à la charge du titulaire.

ARTICLE 12 - Système d'Echange de Données Informatiques (SEDI)

Un Système d'Echange de Données Informatiques (SEDI) sera mis en place sur l'opération par le groupement MGS. Le titulaire sera tenu d'utiliser cette plateforme pour tous les échanges avec les intervenants du projet (le cas échéant en double traitement des moyens habituellement utilisé par le coordonnateur (fax, mail,...)).

Ce service accessible via Internet sera exploité par le groupement et ses cotraitants, le coordonnateur, l'AMO, le Maître d'ouvrage, le Comptable Public, et le cas échéant tout autre intervenant sur le projet qui le nécessiterait.

Pour accéder à ce service, le titulaire devra disposer d'un ordinateur ayant accès à Internet. Au démarrage de sa mission, il sera convié à une séance de formation au cours de laquelle lui sera remis son code d'accès.

Le titulaire sera informé des conditions générales d'utilisation du service électronique qui sera choisi.

La plateforme d'Echange de Données Informatiques pourra notamment être utilisée pour :

- l'échange d'information pour gérer les notes d'honoraires des prestations du titulaire jusqu'à la dématérialisation des pièces justificatives liées au mandat en direction du Comptable Public.
- Les avis, les rapports, les comptes rendus de visite, le registre journal, CISSCT ... et les notes de conjoncture émises par le coordonnateur.

Le titulaire aura à sa charge l'intégration de toutes les données et VISA aux documents relatifs à ses missions dans le Système d'Echange de Données Informatiques (SEDI).

ARTICLE 13 – CONDITIONS D'INTERVENTION

- La période d'intervention des marchés de prestations intellectuelles est le plus souvent fixée du lundi au vendredi, de 8H00 à 18H00. Cependant, de manière exceptionnelle, des **interventions peuvent être réalisées en horaires décalés (soir, nuit et week-end)**, pour nécessité de la continuité du service public ou pour des actions le nécessitant. A cet effet, les préposés des titulaires du marché amenés à venir sur site, pourront avoir à s'adapter auxdits horaires décalés, sans surcoût. De la même façon, si des contrôles ou visites s'avéraient irréalisables ou impossibles les jours planifiés ou devaient être écourtés ou suspendus lors des venues sur sites, le titulaire s'engage à faire revenir ultérieurement ses préposés, sans surcoût.
- Le titulaire s'engage à assurer la continuité des intervenants afin que les établissements ne puissent être pénalisés par des changements survenus au sein de l'équipe. En cas de changement, les nouveaux intervenants seront de compétence équivalente (formation et expérience) et devront être agréés par le maître d'ouvrage.